



Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Etats Généraux de l'Education (page 3)

# Encore des réformes à tâtons ?



Le système éducatif burundais est confronté à des défis conjoncturels et structurels . Ce sont entre autres : la qualité des enseignements-apprentissages, les effectifs pléthoriques des élèves, les programmes de formation, l'adéquation formation-emploi, l'état des infrastructures scolaires et académiques, le financement du secteur de l'éducation, etc.

GOVERNANCE

DEVELOPPEMENT

COMMERCE



Projet de loi budgétaire exercice 2022-2023

L'OLUCOME dénonce un budget exorbitant (page 5)



Industrialisation

Une semaine de l'industrialisation pour promouvoir ce secteur (page 8)



Denrées alimentaires

Un léger mieux sur le marché (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka
- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché
- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



## Editorial

## La grand-messe de l'éducation



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

système éducatif burundais. Il s'agit d'une étape cruciale pour aspirer au développement social et économique de notre pays. Sans système éducatif efficace et compétitif, le pays ne peut pas avoir de bons ingénieurs, de médecins, de chercheurs, de cadres de l'Etat, d'enseignants, d'agronomes, de vétérinaires, de magistrats, de journalistes, de pharmaciens, ...qui peuvent être à la hauteur de leur tâche.

D'après le ministre de l'ENRS François Havyarimana, ces assises contribuent à résoudre les problèmes identifiés qui enlissent le système éducatif burundais. Ce sont entre autres la qualité des enseignements-apprentissages, les effectifs pléthoriques des élèves, les programmes de formation, l'adéquation formation-emploi, l'état des infrastructures scolaires et académiques, le financement du secteur de l'éducation, etc.

A cela s'ajoutent la démographie galopante, le népotisme dans le recrutement du personnel enseignant, les intempéries qui menacent les infrastructures scolaires (plus de 150 écoles détruites depuis 2020), etc.

Les Etats Généraux de l'Education constituent un cadre de dialogue sur les forces et les faiblesses du système éducatif burundais afin d'envisager d'une manière concertée et coordonnée des solutions durables adaptées aux réalités du pays, de la sous-région et du monde, fait remarquer le ministre Havyarimana.

L'employabilité des jeunes tient à cœur le gouvernement du Burundi. En ce qui concerne l'adéquation formation-emploi, le Vice-Président de la République Prosper Bazombanza évoque la question relative au chômage des jeunes vu que beaucoup de lauréats ne

trouvent pas directement d'emploi. Il invite la jeunesse, principal bénéficiaire du système éducatif à éviter de tomber dans le piège des pêcheurs en eau trouble. « Chacun est appelé à changer de mentalité et de comportement, car les emplois rémunérés de la Fonction Publique se font de plus en plus rares... », rappelle-t-il.

Au-delà des bons discours et des recommandations issues des échanges, il faudra penser à la mise en œuvre des réformes proposées en vue de disposer d'un système éducatif performant, compétitif et rassurant. Le Vice-Président de la République a exhorté les participants à être réalistes et pragmatiques et à ne pas proposer un système éducatif idéaliste qui ne tient pas compte des contraintes économiques et sociales de notre pays. L'éducation est la base du développement de chaque pays. L'impact de la guerre

civile sur le système éducatif burundais n'est plus à démontrer. Le système éducatif burundais souffre également des réformes à tâtons, les syndicalistes proposent le rétablissement du système classique avec un concours national en sixième année primaire et le test de dixième. Il est à noter que le passage d'une réforme à une autre exige la mobilisation des moyens conséquents. Certes, les échanges-débats permettent d'avoir une gamme de solutions, mais il revient au gouvernement d'appliquer une bonne dose pour réanimer le système éducatif à l'agonie. D'où la nécessité d'élaborer un plan d'investissement qui définit clairement les priorités, les activités à mener, la mobilisation des ressources nécessaires et le chronogramme. Sinon, il y a grand risque de naviguer à vue pour retomber à la situation initiale lors des prochains Etats Généraux 5 ans ou 10 ans après

### Vers la résolution du problème de certification des produits « made in Burundi » ?

Le commissaire général de l'Office Burundais des Recettes a reçu en audience mardi le 14 juin 2022 les représentants de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation Africaine de Normalisation.

Selon le communiqué de l'OBR, ils sont venus s'informer de la possibilité de création au Burundi du Centre de Certification et d'Assurance Qualité qui va regrouper 14 pays de l'Afrique de l'Est.

Cette réunion intervient au moment où les industriels du Burundi font face au défi de certification de leurs produits qu'ils ne peuvent pas exporter à l'étranger. Le Bureau Burundais de Normalisation et contrôle de la qualité (BBN) n'a pas de capacités suffisantes pour certifier les produits « made in Burundi »

### 55,5 millions d'euros pour financer le programme « Amagara mu Muryango »

Signature lundi le 13 juin 2022 d'une convention de contribution de 55,5 millions d'euros entre l'Union Européenne (UE), Enabel-Burundi et le ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS) pour le programme « Amagara mu Muryango ».

Celui-ci étant un programme d'appui au système de santé à travers l'outil de financement basé sur la performance phase III.

La réalisation des deux dernières phases a permis l'obtention de résultats importants. Le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié est passé de 74 % en 2016 à 81 % en 2021 selon le MSPLS.

### 400 millions USD pour appuyer le développement du Burundi



L'Assemblée Nationale du Burundi a ratifié ce mercredi 15 juin 2022 un projet portant ratification de l'accord d'assistance entre les USA et le Burundi.

Cette aide non remboursable servira au renforcement des capacités pour les citoyens Burundais. Ceci dans le but de rendre la population Burundaise plus apte à contribuer au développement du pays dans différents secteurs, à savoir : l'éducation, la santé publique, l'apport de secours aux victimes des catastrophes... A travers cet accord fort de 400 millions USD, les Etats-Unis d'Amérique manifestent leur volonté de se réengager dans les bonnes relations diplomatiques avec le Burundi après 7 ans que les relations entre les deux pays n'ont pas été au beau fixe.

A travers cet accord, les USA veulent également apporter leur soutien au Burundi en ce qui concerne les politiques environnementales, renforcer la bonne gouvernance et soutenir le secteur privé. Alors que cet accord était chaque fois signé chaque fois pour une période d'une année renouvelable, elle s'étend désormais sur 5 ans. Les députés ont manifesté leurs inquiétudes en ce qui concerne la gestion de ces fonds. Cependant, Amb. Albert Shingiro ministre en charge de la diplomatie rassure et garantit la bonne gestion de ces fonds aux élus du peuple

### L'IFC engagée à promouvoir le développement durable



La Société financière internationale (IFC) s'engage à promouvoir le développement durable au Burundi, indique Sergio Pimenta, Vice-président d'International Finance Corporation (IFC) pour l'Afrique dans une conférence de presse organisée vendredi le 10 juin 2022. Il réaffirme son soutien à la création des emplois à travers le renforcement des investissements du secteur privé. Les secteurs prioritaires qu'on compte financer sont entre autres l'agriculture, les petites et moyennes entreprises et le tourisme.

Selon lui, la raison qui pousse l'IFC appuyer le secteur agricole est que le Burundi a une capacité de production agricole qui permettra la transformation de certains produits et la création de l'emploi au niveau local. De plus, on va appuyer les petites et moyennes entreprises. Dans ce sens, le taux d'inclusion financière va augmenter, car on va développer des produits qui permettront à ces PME d'avoir accès au financement.

Néanmoins, pour aboutir au développement durable, ce haut cadre de l'IFC a fait remarquer que l'amélioration du climat des affaires est une condition incontournable. Notons que la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque Mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Elle est active dans plus de 100 pays et consacre son capital, ses compétences et son influence à la création des marchés dans les pays en développement.

Au cours de l'exercice 2021, l'IFC a engagé un montant record de 31,5 milliards de dollars au profit des sociétés privées et des institutions financières dans les pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée dans les économies aux prises avec les conséquences de la pandémie de Covid-19.

**BurundiEco**

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2  
Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Tirage : 5000 exemplaires  
Directeur de publication et  
Rédacteur en chef :  
Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint :  
Mélance Maniragaba  
Service commercial :  
+257 22 277868 / 75129129

Imprimé par HOPE DESIGN

#### Taux de change du 16 Juin 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2015	2047
Euro	2101	2135
Shi. Kenyan	17,1790	17,4561
Shi. Tanzanien	0,8645	0,8784
Shi. Ougandais	0,5366	0,5453
Fr Rwandais	1,9729	2,0047

## Etats Généraux de l'Education

## Vers la résurrection du système éducatif ?

Lors de la tenue des Etats Généraux de l'Education, il est ressorti que le système éducatif est confronté à beaucoup de défis. Ce sont entre autres le problème de l'adéquation formation-emploi, la démotivation du personnel enseignant, les effectifs pléthoriques d'élèves dans les classes, l'insuffisance des supports pédagogiques et didactiques, de laboratoires scientifiques et de bibliothèques, la révision intempestive des programmes d'enseignement, le manque de vision claire du système éducatif national, etc. On compte sur la mise en œuvre des recommandations issues de ces états généraux pour inverser la tendance



Prosper Bazombanza, vice-président de la République du Burundi : « Le système éducatif burundais est marqué par la démotivation du personnel enseignant et la mauvaise qualité des prestations ».

Le système éducatif Burundais fait face à moult défis, indique François Havyarimana, ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique mardi 14 juin 2022 lors des Etats Généraux de l'Education. Ce sont entre autres le problème de l'adéquation formation-emploi, le défi lié à la formation initiale et continue des formateurs et les questions liées à la qualité et à l'encadrement de l'enseignement. De plus, le développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle pose problème. Et d'ajouter l'intégration des TIC dans le processus de formation, le financement du secteur de l'Education ainsi que le développement de la recherche, de l'innovation et l'employabilité des lauréats.

A ces derniers, Victor Ndabaniwe, président de la COSESONA ajoute les effectifs pléthoriques d'élèves dans les classes et l'insuffisance des supports pédagogiques et didactiques, de laboratoires scientifiques et de bibliothèques. La révision intempestive des programmes d'enseignement, le manque de vision claire du système éducatif national, la suppression du concours de 6ème année du Fondamental et le Test de 10ème ainsi que certains programmes qui étaient dispensés à ces niveaux et l'introduction de nouvelles disciplines comme les TIC, l'Entrepreneuriat, le Kiswahili, sans matériel, ni électricité, ni enseignants qualifiés constituent aussi des défis non négligeables au système éducatif burundais.

## « Certains établissements d'enseignement privé assimilés à des boutiques »

Selon toujours Ndabaniwe, il y a absence d'une politique claire de gestion des établissements d'enseignement privé. Certains sont assimilés à des boutiques et la nomination des responsables scolaires se fait sans tenir compte de leurs compétences, de leurs expériences et de leurs connaissances professionnelles avérées, mais sur base du militantisme politique. Ce qui entrave la gestion des écoles. L'encadrement insuffisant des enseignants et des élèves empire la situation. Il évoque aussi l'absence de la planification de la carrière des enseignants (il est recruté enseignant et il part à la retraite étant toujours enseignant), les conditions de vie et de travail de l'enseignant qui restent déplorables malgré les efforts déjà consentis, le redéploiement des enseignants qui, dans une certaine mesure a disloqué les familles et a causé les désertions et les démissions dans la fonction publique et la fuite des cerveaux au niveau de l'enseignement supé-

rieur. Et d'ajouter les conditions de vie précaires des étudiants et des élèves.

## Prise de conscience par tous les acteurs du secteur de l'éducation, une urgence

Ndabaniwe fait remarquer que les défis énumérés ci-haut énumérés démontrent l'urgence d'une prise de conscience par tous les acteurs du secteur de l'éducation, car le processus d'enseignement implique tous les acteurs. En cas d'échec, il précise que chacun de ces derniers a sa part de responsabilité en fonction de son degré d'implication dans le processus.

## Quid de certaines pistes de solution ?

Pour cela, il fait savoir que les organisations syndicales ne voudraient pas se limiter à l'unique énumération des obstacles à la bonne marche du système éducatif mais proposent aussi des pistes de solutions. Pour améliorer les conditions d'apprentissage, réduire les effectifs dans les classes par l'augmentation des salles de classe et des effectifs des enseignants en se conformant aux normes internationales est une nécessité. De plus, il s'avère nécessaire de créer des in-

stituts de formation des enseignants des écoles maternelles, primaires et secondaires en nombre suffisant (au moins un institut dans chaque province du pays). Pour la réussite d'une réforme de l'enseignement, il faut qu'elle soit bien pensée par tous les acteurs de l'éducation et à tous les niveaux, renchérit-il. Il suggère aussi de revaloriser la carrière enseignante et de rendre attractant le métier d'enseignant en soutenant les initiatives des enseignants concernant notamment l'accès au logement, l'accès aux crédits d'investissement, l'accès aux moyens de déplacement... Et d'ajouter l'organisation des stages de perfectionnement pour les enseignants. Il propose aussi d'élaborer des critères objectifs pour pouvoir accéder aux postes de gestion et de planification du système éducatif car, pour les syndicats, la gestion des écoles revêt un caractère technique et non politique.

De surcroît, il demande de créer un département ministériel qui s'occupe de la gestion des établissements privés en vue d'éradiquer les mauvaises pratiques observées à ce niveau et de disponibiliser en quantité suffisante et par discipline les supports pédagogiques et didactiques, car il est incompréhensible qu'on puisse dispenser l'informatique sans ordinateur ni électricité et la mécanique et l'art

sans outils appropriés. D'autres pistes de solution sont entre autres le fait de revisiter les textes relatifs à l'octroi du pré-bourse en vue d'améliorer les conditions de vie et d'apprentissage des étudiants, d'établir de bonnes conditions de travail pour intéresser le retour des spécialistes et d'associer les partenaires sociaux, notamment les syndicats dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques éducatives. Et de suggérer aussi de revenir sur les programmes de 6<sup>ème</sup> et de 10<sup>ème</sup> et de réinstaurer le concours donnant accès au cycle 4 du Fondamental.

## Quand détruire le système éducatif devient synonyme de détruire un pays

Et Ndabaniwe de rappeler l'adresse du sage chinois à son empereur : « Si vous voulez détruire un pays ennemi, inutile de lui faire une guerre sanglante qui pourrait durer des décennies et coûter cher en pertes humaines. Il suffit de lui détruire son système d'éducation et d'y généraliser la corruption. Ensuite, il faut attendre vingt ans et vous aurez un pays constitué d'ignorants et dirigé par des corrompus et des voleurs. Il vous sera alors très facile de le vaincre ». Selon lui, ce n'est pas ce pays qu'on veut léguer à la génération future. Sinon, Ndabaniwe indique que les organisations syndicales se réjouissent de la tenue des états généraux de l'éducation, huit ans après celles de 2014. Il précise que les syndicats des enseignants saluent les bonnes initiatives et les décisions prises par le Gouvernement du Burundi dans le but de réformer et de renforcer le secteur de l'éducation et de garantir l'éducation pour tous.

Prosper Bazombanza, vice-président de la République du Burundi affirme que depuis 2005, le gouvernement du Burundi a instauré la gratuité de l'enseignement de base dans tout le pays. Ce qui a donné la chance à tout enfant en âge de scolarité d'entrer volontiers à l'école. Selon lui, c'est un pas de géant pour l'avenir du Burundi de constater que la majorité de la jeunesse profite de cette scolarité gratuite pour être formée et éduquée. Pour mettre en application cette volonté du Gouvernement, il laisse entendre que d'autres mesures d'accompagnement ont été prises, notamment la multiplication des infrastructures scolaires et le recrute-

ment des enseignants même si les besoins se font toujours sentir.

Depuis 2010, le Gouvernement du Burundi a entrepris une importante réforme du système éducatif à travers notamment l'instauration de l'Ecole Fondamentale au niveau de l'enseignement primaire et la réforme BMD (Baccalauréat, Mastère, Doctorat) au niveau de l'enseignement supérieur. Ces réformes étaient guidées par le fait que le Gouvernement était conscient du rôle considérable que l'éducation doit jouer dans le développement du capital humain et dans la planification nationale. Or, Bazombanza précise que la valorisation de ce capital est tributaire d'une éducation et d'une formation à travers un système éducatif cohérent et adapté aux réalités socio-économiques du pays pour être en mesure d'influer sur les autres piliers du développement.

## Le personnel enseignant démotivé

Actuellement, Bazombanza confie que le système éducatif burundais est marqué par la démotivation du personnel enseignant et la mauvaise qualité des prestations. Aussi, on constate un problème fondamental qui réside dans le fait que le système d'éducation et de formation est segmenté sans ancrage en amont et en aval avec les secteurs économique et social. C'est pour cette raison que le système éducatif doit être constamment repensé pour promouvoir une éducation qui fait acquérir à l'individu des connaissances, des aptitudes et des attitudes lui permettant de comprendre son environnement, d'interagir avec lui, de poursuivre son éducation et sa formation au sein de la société et de participer plus activement au développement économique, social et culturel de celle-ci.

## La finalité de notre système éducatif inquiète plus d'un

En effet, la question que plus d'un se posent en ce moment est la finalité de notre système éducatif vu le nombre des lauréats qui ne trouvent pas directement d'emplois. Pour cela, il demande à la jeunesse, principal bénéficiaire du système éducatif, d'éviter de tomber dans le piège des pêcheurs en eau trouble. Chacun est appelé à changer de mentalité et de comportement, car les emplois rémunérés de la Fonction Publique se font de plus en plus rares. Selon lui, c'est dans cette logique que pour lutter contre le chômage, on a introduit le cours d'Entrepreneuriat afin d'aider les lauréats à pouvoir se créer l'emploi au lieu de tendre la main à un employeur hypothétique.

Toutes les réformes entreprises dans le secteur de l'éducation visent l'auto-emploi des lauréats. « Nous avons voulu inverser la vapeur en basculant de l'enseignement général vers l'enseignement scientifique, l'enseignement technique et l'enseignement des métiers », martèle-t-il.

Notons que Bazombanza espère que les Etats Généraux de l'Education vont essayer de trouver des pistes de solutions aux défis auxquels fait face le secteur éducatif burundais. Il a par ailleurs promis que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour répondre positivement aux besoins du secteur éducatif dans les proportions des moyens de l'Etat.

Jean Marie Vianney Niyongabo



Les Etats Généraux de l'Education vont essayer de trouver des pistes de solutions aux défis auxquels fait face le secteur éducatif burundais.

# Des instruments pour réussir la diplomatie économique

Le Burundi peut compter sur ses ressources propres comme le nickel, l'or, le café, le thé, les sites touristiques... pour rendre la balance commerciale excédentaire. De 2020 à 2021, cette balance est déficitaire avec la valeur des importations estimée à 900 millions USD par an et celle des exportations à 162 millions USD par an. Capitaine Dieudonné Dukundane, ex-Secrétaire Exécutif du Corridor Central et Directeur Régional de l'Environnement à l'Autorité du lac Tanganyika propose des voies d'inversion de la tendance. C'était lors de la journée portes ouvertes organisée jeudi le 10 mai 2022 par le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement (MAECD)



Capitaine Dieudonné Dukundane, Directeur de l'Environnement à l'Autorité du lac Tanganyika : « Sur les 10 premiers pays de destination des exportations burundaises, soit 87,6% des exportations, il n'y a d'ambassade du Burundi dans deux pays seulement ».

Les ambassades et les consulats du Burundi sont au nombre de 44 tandis que les ambassades et les consulats installés au Burundi sont au nombre de 39. Cela montre que le drapeau national flotte à l'étranger plus que les drapeaux étrangers ne flottent au Burundi. Et si les exportations dominaient les importations au rythme de la représentation diplomatique! », s'exclame Capitaine Dieudonné Dukundane, Directeur de l'Environnement à l'Autorité du Lac Tanganyika. Il a dit cela comme expert le 10 mai 2022 lors de la journée portes ouvertes organisée par le MAECD dans sa présentation intitulée « Les Projets du Corridor Central et la diplomatie économique dans le renforcement de l'intégration Régionale ».

Pour lui, l'urgence est de soutenir les entreprises locales à exporter sur les marchés extérieurs et puis d'attirer vers le pays les investissements étrangers créateurs d'emplois. Cela en tenant compte de la présence des ambassades du Burundi dans d'autres pays.

Par ailleurs, explique Capitaine Dukundane, sur les 10 premiers

pays de destination des exportations burundaises, soit 87,6% des exportations, il n'y a pas d'ambassade du Burundi dans deux pays seulement. Ce qui fait qu'il existe une corrélation positive entre la présence d'une mission diplomatique et la destination privilégiée des exportations burundaises établie à 89%.

## Des potentialités à exploiter

Capitaine Dukundane reconnaît que le pays regorge de secteurs potentiels sous exploités. Il indique par exemple que les réserves brutes du nickel de Musongati sont évaluées à 200 millions de tonnes avec une teneur de 1,40%. Le tonnage du nickel pur étant de 2 800 000.

« Si on considère que la valeur d'une tonne de nickel est de 50 mille USD, le pays encaisserait facilement 1,

4 milliards USD par an », fait-il remarquer.

Capitaine Dukundane rappelle que le nickel est sollicité dans la fabrication des batteries. Or, la demande croissante des batteries lithium offre aux entreprises productrices une nouvelle opportunité de développement. Celles-ci sont notamment Panasonic, LG Chem, Samsung, Beijing Pride Power, SB LiMotive et Testla...Elles sont basées dans les pays comme la Chine, le Japon, les Etats-Unis, la Corée du Sud...

Et de se demander : « Si le pays avait des contrats directement d'exploitation du nickel avec ces sociétés sans passer par des intermédiaires, sûrement que la quantité des devises à encaisser devrait augmenter ».

Cela, surtout qu'il est prévu que d'ici 2040, environ 70 % de tous les véhi-

cules personnels seront alimentés par l'électricité. Les fabricants des batteries joueront un rôle important dans cette transformation.

## Le café, une autre manne

Le directeur régional de l'environnement à l'Autorité du lac Tanganyika rappelle que 4 grandes firmes régissent le marché du café et se partagent plus de la moitié de la transformation et du négoce du café. Ces entreprises sont : Mondelez International, Nestlé, Procter & Gamble et D.E.

Selon lui, pour répondre à la demande croissante du café, la projection de sa production est de 30% d'ici à 2025. « Le pays doit viser des gains de productivité et mieux se structurer », certifie Capitaine Dukundane. Cela en tenant compte de la place qu'occupe le café burundais dans le monde. Dans la foire-exposition internationale du café qui a eu lieu du 8 au 10 avril 2022 à Boston aux Etats-Unis d'Amérique, il s'est classé premier parmi quatre cents producteurs du monde.

« Ce qui fait qu'en terme d'exploitation du café, le pays peut signer directement des contrats avec les grandes firmes qui régissent le marché du café et récolter des devises », rassure Capitaine Dukundane avant de déplorer que le café représente 19% des exportations totales, soit seulement 30 millions USD par an.

## D'autres sources des devises

Le tourisme est également un secteur qui génère des devises selon Capitaine Dukundane. Il convie à offrir des avantages liés aux investissements aux investisseurs voulant construire un centre international des conférences, ceux qui ont des projets autour et sur le lac Tanganyika, ceux qui veulent construire des loges touristiques haut de gamme dans le parc de la Ruvubu comme c'est le cas au Kenya...Cela sans oublier de vanter le tambour sacré du Burundi.

D'après lui, si on parvenait à attirer au moins 200 touristes par jour avec une moyenne de consommation de 300 USD par jour pour chaque touriste, on encaisserait par an 21 millions USD.

Le directeur régional de l'environnement à l'Autorité du lac Tanganyika regrette que le coût de l'électricité est cher, soit 511% si on utilise les groupes électrogènes. Ce qui impacte les prix sur le marché.

Cela au moment où la puissance de l'énergie installée est de 7%, celle des projets en cours de 20% tandis que le déficit énergétique est estimé à 74%.

Il s'inquiète également que le déficit en infrastructures routières coûte cher à l'économie burundaise avec un coût d'inaction évalué à 480 millions USD tous les 5 ans. Et de proposer : « La mise en place d'un fonds national de développement des infrastructures de transport comme c'est le cas au Nigéria et de formaliser le mécanisme de péage routier comme il en est ainsi dans les pays membres de la Communauté Est Africaine ». La construction du chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega serait aussi un atout de taille.

Le chemin de fer permettra d'atteindre l'océan Indien au moins en 12 heures au lieu de plus de 30 heures et facilitera le transport de grandes quantités de marchandises.

Capitaine Dukundane insiste sur l'import-substitution. La valeur des importations est d'environ 900 millions USD, celle des exportations 162 millions USD, soit un déficit de 738 millions USD pour équilibrer la balance commerciale.

Amb. Albert Shingiro, ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a déclaré que les ambassadeurs ont l'instruction d'attirer les investisseurs. Au cas contraire, ils seront remerciés.

Mélance Maniragaba

## PUBLICITE

# Jibu : Transformer l'opportunité de Prospérer

Le chômage au sein de la population burundaise est un fléau dont nul n'ignore avec un taux de 13,6% en 2021.

Bien que plusieurs initiatives ont été mise en place par le gouvernement burundais pour réduire ce chiffre force est de constater que la création des emplois à elle seule ne peut suffire et que des solutions plus inclusives sont à explorer.

Dans cette optique, Jibu Products Burundi SPRL est orienté dans la création d'opportunité entrepreneurial afin de permettre à cette jeunesse de non seulement devenir autonome mais aussi de générer eux-mêmes, des emplois pour d'autres jeunes.

Nous avons voulu en savoir plus en approchant la codirectrice de JPB, Elsy



Clara Havyarimana : « Avec Jibu vous pouvez gérer un centre de production et de distribution d'eau à travers l'acquisition d'une licence qui vous garantis l'exclusivité dans un territoire donné. Cette opportunité est ouverte à tous et principalement aux jeunes et femmes. Tous les acteurs engagés dans le domaine sont invités à appuyer cette initiative car donner un emploi est une chose mais rendre autonome est plus constructif. Notre objectif chez JIBU n'est pas uniquement la distribution de l'eau minérale mais la création d'un réseau d'entrepreneurs indépendants qui vont à leur tour générer un revenu et offrir



des emplois. Par ailleurs, une présentation au sujet de cette opportunité est organisée chaque mois. Les personnes intéressées peuvent appeler au 69 140 140. »

Voir de telles initiatives être mise en vigueur donne beaucoup d'espoir quant à l'avenir de notre jeunesse et doivent être encouragées afin de transformer ces opportunités de prospérer en une réalité.

# Les filles en situation de rue, victimes de tous les dangers

Les filles en situation de rue font face à pas mal de dangers plus que leurs pairs masculins. En plus des violences de toutes sortes, elles sont en butte à pas mal de pathologies. Les ex-filles en situation de rue nous partagent leurs témoignages

Certes, la vie des enfants en situation de rue est une vie que nul ne souhaiterait ni à son enfant ni à ses connaissances. Mais si les garçons en situation de rue galèrent, à quoi ressemble la vie de leurs pairs féminins ? « C'est catastrophique », répond spontanément G.T, 18 ans, ex-enfant en situation de rue encadré par l'association Bon Geste de Mme Christine Ntahe.

Un lundi matin vers 6 heures, deux adolescentes en situation de rue empruntaient la route pavée Saint Michel. Elles étaient tellement ivres qu'elles parlaient à peine. Ce phénomène ne semble pas étonner Mlle G.T. Elle nous explique que beaucoup d'enfants en situation de rue, y compris les filles prennent des stupéfiants pour pouvoir oublier les stress de la vie et pour ne pas avoir peur de dormir n'importe où.

## Exposées à toutes sortes de violences

Les filles en situation de rue sont aussi victimes de harcèlements et de violences sexuelles. D.I. 22 ans, ex-enfant en situation de rue encadré par New Generation l'explique. « Moi j'ai eu la chance. Ce genre de choses n'existait pas dans notre bande. Nous mendiions en groupe et les



Si les filles peuvent être violées au sein des familles, celles qui dorment dans la rue le sont à forte raison.

garçons de la bande nous prenaient comme leurs sœurs et nous protégeaient en cas de besoin», fait-elle savoir. « Mais un jour en discutant avec les filles en situation de rue au centre-ville de Bujumbura, elles ont confirmé qu'elles sont souvent violées ou sont payées des miettes comme appât », ajoute-t-elle. Mlle G.T la complète. « C'est compréhensible. Si les filles sont violées dans les ménages, à plus forte raison les filles qui dorment dans les rues et sont souvent ivres le sont », indique-t-elle. Ces jeunes filles sont violées

soit par d'autres enfants en situation de rue ou par des hommes sans cœur dans les quartiers, les bistrotts, etc. Cela fait que ces filles portent des grossesses précoces et non désirées dont elles ne connaissent parfois pas les auteurs. Ces jeunes filles qui engendrent d'autres enfants en situation de rue augmente leur effectif.

## Exposées à toutes sortes de maladies

En plus des différentes sortes de

violences, les filles en situation de rue sont souvent victimes des différentes maladies dont celles qui sont sexuellement transmissibles. Les plus fréquentes sont les infections urinaires. « Pour prendre une douche, nous allions nous baigner dans le lac Tanganyika et cela ne se passait que très rarement », témoigne Mlle D.I. Lors de la période des règles, Tuyisenge nous a fait savoir que les plus propres portent de sales petits morceaux d'habits comme serviettes hygiéniques. Les autres s'enfichent et sillonnent les

rues avec des habits tachetés « tellement elles sont désespérées qu'elles n'ont plus rien à perdre. Je remercie le Bon Dieu qui m'a épargné de cette misère », témoigne-t-elle avec une voix remplie d'émotions. Dans la plupart des cas, par manque de moyens pour se faire soigner, les maladies s'aggravent et au pire certaines filles meurent. « C'est vraiment Dieu qui garde les enfants en situation de rue », conclut-elle.

## La contribution de tout un chacun est indispensable

Lors d'un atelier organisé par l'association Bon Geste à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'enfant africain, Mme Christine Ntahe a fait savoir que les enfants en situation de rue vivent dans des conditions déplorables. Et d'ajouter que la protection de leurs droits est une urgence. Selon elle, ce combat nécessite la contribution de tout un chacun. Sinon, les enfants en situation de rue constituent une bombe à retardement car, dit-elle, un seul enfant qui grandit et qui vit toujours dans la rue peut constituer une menace pour toute une nation.

Comme solution, dans son exposé, Hon. Martin Wilson Nivyabandi a proposé le travail en synergie de tous les acteurs en matière de protection des droits de l'enfant. Pour le gouvernement du Burundi, Hon. Nivyabandi suggère la promotion et la coordination de toutes les interventions et le soutien des associations locales œuvrant dans le secteur de l'enfance.

Florence Inyabuntu

## GOUVERNANCE

### Projet de loi budgétaire exercice 2022-2023

# L'OLUCOME dénonce un budget exorbitant

A peine dévoilée au public, le projet de loi budgétaire, exercice 2022-2023 en préparation ne convainc pas tout le monde. Lors de sa conférence de presse tenue mardi le 14 juin 2022 à Bujumbura, le président de l'Observateur de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) salut les avancées tout en dénonçant les zones d'ombre et les énormités dans ce projet

Le conseil des ministres a dévoilé le 1<sup>er</sup> juin 2022 un projet de loi budgétaire fort de 2193,6 milliards de FBu, soit une augmentation de 40,6% par rapport au précédent. Le gouvernement veut revoir à la hausse ses recettes et compte surtout sur les nouveaux tarifs de taxation. Ainsi, le gouvernement s'engage à renforcer la collecte des taxes et à réduire le secteur informel à travers une fiscalité de proximité.

Ce projet de loi préconise d'améliorer les outils de collecte des recettes. Des lois seront révisées, l'infrastructure informatique du Commissariat des Douanes et Accises sera modernisée et les mécanismes de lutte contre la corruption, la fraude et la contrebande seront renforcés. Tous les moyens possibles seront mis en place en vue de l'élargissement de l'assiette fiscale.



Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME : « Nous souhaitons que l'Etat revienne à la baisse ses dépenses liées au fonctionnement des institutions ».

## L'OLUCOME reste sur sa soif

Pour Gabriel Rufyiri, patron de l'OLUCOME, ce projet présente quelques avantages. Cependant, cet activiste s'inscrit en faux contre ce projet budgétaire sur plusieurs points. Rufyiri évoque la mise en place d'un budget-programme

qui permet à l'Etat d'affecter les fonds en tenant compte des projets présentés. Pour lui, cela peut aider à développer le pays.

Il apprécie également la prévision d'un budget garantissant la mise en place des stocks stratégiques des produits vivriers et des intrants agricoles pour soutenir le secteur agro-pastoral, mais il considère

que le montant de 71 milliards de FBu prévu pour ce genre de stock n'est pas suffisant. « Nous nous rendons compte de l'insuffisance de ce montant », indique-t-il. Pour lui, le secteur agro-pastoral est jonché de nombreux défis. La prévision du stock de carburant est également appréciée par cet activiste de la société civile.

## Des énormités dans les dépenses de l'Etat

« Nous avons un Etat qui veut dépenser plus par rapport à ses moyens », dénonce Rufyiri. Il s'inscrit en faux contre le luxe que s'offrent les cadres du gouvernement. Selon lui, le gouvernement devrait revoir à la baisse ses dépenses pour diminuer la pression sur les économies des ménages. « Nous souhaitons que l'Etat revienne à la baisse ses dépenses liées au fonctionnement des institutions », insiste-t-il. Le président de l'OLUCOME rappelle que le gros des recettes de l'Etat vient des taxes imposées à la population très pauvre.

Rufyiri illustre ses propos par des exemples et considère que la hausse de plus de 40% du budget de l'Etat en l'espace d'une année est énorme. « Cet argent proviendra surtout de la population vulnérable », conclut Rufyiri avant de s'appesantir sur quelques cas. Il évoquera notamment la hausse des recettes attendue sur la messagerie et les appels téléphoniques qui a été fixée à plus de 31 milliards de FBu et la hausse de plus de 53 milliards de FBu sur les boissons.

## Des zones d'ombre dans la gestion des fonds publics pointées du doigt

Gabriel Rufyiri pense que le gouvernement pouvait trouver ces recettes dans d'autres secteurs comme le secteur minier. Pour lui, il n'est pas compréhensible que ce secteur n'apporte pas beaucoup d'argent à l'Etat. Les missions de maintien de la paix AMISOM et MUNISCA sont aussi pointées du doigt. « On a mis dans le projet de budget que 3 milliards de FBu proviendront de ces missions. Ce qui signifie qu'il n'y a pas de variation par rapport au budget précédent », explique-t-il.

Rufyiri souhaite également que le gouvernement instaure une taxe sur les grandes fortunes et s'inscrit en faux contre la revue à la hausse des fonds alloués aux exonérations qui sont passés de 18 milliards à plus de 80 milliards de FBu. Selon Gabriel Rufyiri, l'Etat a tendance à faire payer davantage aux pauvres.

Le président de l'OLUCOME a profité de l'occasion pour formuler plusieurs doléances. Il a demandé notamment aux parlementaires de ne pas voter le nouveau projet de loi budgétaire avant d'en modifier le contenu. Il plaide également pour la mise en place des mécanismes de lutte contre la corruption. Rufyiri souhaite qu'il y ait plus de lumière dans la passation des marchés publics et qu'on mette en place une cour chargée de réprimer ceux qui détournent les fonds publics.

Jonathan Ndikumana

# L'IFDC développe le vermicompostage pour faire face à l'acidité du sol burundais

La question de la fertilité du sol burundais préoccupe le Centre International pour la Fertilité des sols et le Développement du secteur agricole (IFDC). Des études faites par cette organisation montrent que les sols burundais sont très acides et pauvres en aliments nutritifs majeurs comme l'azote, le phosphore et le potassium. Pour résoudre ce problème, il faut initier des mesures de fertilisation, de chaulage pour amender le sol et d'utilisation d'une quantité suffisante. D'où les recherches sur le vermicompostage



73% des sols burundais sont très acides. Pour résoudre ce problème, l'IFDC est en train de faire des recherches sur le vermicompostage. Les résultats déjà obtenus sont excellents selon les experts.

73 % des sols burundais sont très acides selon les cartes produites sur l'état actuel de la fertilité du sol par l'IFDC en collaboration avec l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) et la Direction de la Fertilité du Sol du Burundi du ministère en charge de l'agriculture. Ces cartes produites ont été validées en janvier 2022 comme le signale Oscar Nduwimana, agronome à l'IFDC dans le cadre du Projet d'Appui pour une Gestion Responsable du Sol (PAGRIS)

« Pour l'IFDC, il fallait donc initier des mesures de chaulage pour amender le sol, mais aussi pour utiliser une matière organique de très haute qualité pour résoudre le problème de l'acidité du sol », précise Oscar Nduwimana.

## Le vermicompostage comme solution

« Nous avons fait recours à la collaboration des différentes universités pour nous aider à trouver comment produire un fumier organique de bonne qualité. Ainsi, nous avons opté pour des recherches sur le vermicompostage », indique M. Nduwimana. Il explique que le vermicompostage consiste à produire des composts en impliquant surtout l'action des vers de terre. Avantageuse sur plusieurs points de vue, la technologie de vermicompostage reste cependant peu développée dans bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne dont le Burundi, estime l'IFDC.

D'où le projet de recherche sur la valorisation des déchets et résidus organiques à finalité agricole à travers la technologie de vermicompostage. Ce projet en cours a été monté depuis octobre 2021 pour démarrer effectivement en janvier 2022, fait savoir Dr Ir Valence Ndayisenga, directeur de la recherche à

l'Université de Ngozi et Coordinateur de ce projet.

## Pourquoi l'implication de plusieurs institutions ?

Dans le cadre de ce projet, plusieurs institutions de recherche ont été impliquées notamment les universités burundaises dont l'Université de Ngozi, l'École Normale Supérieure (ENS), l'Université du Burundi et l'Université Polytechnique de Gitega. « En cas de nécessité, d'autres institutions sont impliquées notamment l'ISABU et d'autres chercheurs qui peuvent être utiles au projet », informe Dr Ir Valence Ndayisenga.

Selon lui, l'implication de plusieurs universités et institutions de recherche est intervenue du fait de la complexité de ce projet. « Il englobe plusieurs thématiques dont la microbiologie, l'agronomie, l'écotoxicologie, la vermiculture... Tous ces domaines ont des experts différents. Pour arriver au vermicompost fini, nous devons alors rassembler tous ces experts pour qu'ils mettent ensemble leurs compétences afin de produire un travail de qualité », explique le coordinateur du projet. Cela ressort également des recommandations des ateliers tenus en janvier 2021. Et d'indiquer : « A la fin de ce projet, on aura à produire des fiches de la technologie de vermicompostage



Oscar Nduwayo, agronome : « Nous avons fait recours à la collaboration des différentes universités pour nous aider à trouver comment produire un fumier organique de bonne qualité... »

pour la vulgarisation. C'est un travail complexe qui nécessite des experts multidisciplinaires ».

Selon le coordinateur du projet, des vers de terre ont été collectés dans toutes les régions naturelles du Burundi entre autres l'Imbo, le Burugane, le Mugamba, le Bututsi et le Bugesera. Cela afin de ne pas dépendre fortement des vers de terre exogènes déjà identifiés comme biologiquement compatibles avec la technologie de vermicompostage. « Pour cela, nous avons voulu mener des recherches sur des espèces indigènes de vers de terre du Burundi », clarifie-t-il.

## Des résultats excellents

Des expériences en vermiculture au laboratoire et des études comparatives de la biologie des vers de terre collectés ont été faites, précise Dr Eric Gilbert Kazitsa, enseignant-chercheur à l'ENS et membre de l'équipe chargée de mener des recherches pour développer la technologie de vermicompostage au Burundi.

Selon lui, les résultats des expériences montrent qu'il existe au Burundi des vers de terre capables de décomposer la matière organique. « Et si nous comparons les performances identifiées au Burundi, nous avons vu qu'il y a des vers de terre qui sont plus performants que ceux internationalement reconnus », se réjouit-il. Gilbert Kazitsa ajoute qu'ils ont trouvé des vers de terre répondant aux qualités requises pour la technologie du vermicompostage.

nous avons eu la chance de trouver au Burundi des vers de terre qui peuvent manger des aliments qui pèsent plus que leur corps ».

## La vulgarisation de la technologie de vermicompostage, une finalité

Comme l'explique Gilbert Kazitsa, la première étape du projet de recherche sur la valorisation des déchets et résidus organiques à finalité agricole à travers la technologie de vermicompostage était d'identifier et d'isoler les vers de terre compatibles avec la technologie de vermicompostage selon différentes régions naturelles du pays. « Cela nous l'avons fait », affirme l'enseignant-chercheur Kazitsa. La deuxième étape qui est d'ailleurs en cours est la multiplication de ces vers de terre afin de pouvoir conduire le vermicompostage à moyenne échelle et à grande échelle. « D'ici deux mois, on va avoir une grande quantité de vers de terre ». L'étape finale est la vulgarisation de la technologie auprès des investisseurs potentiels et auprès des agriculteurs. La préoccupation pour l'IFDC est que cette technologie soit valorisée. « Il faut que les résultats de nos recherches atteignent les investisseurs et les agriculteurs, notamment les coopératives agricoles afin qu'ils bénéficient des efforts de l'IFDC », recommande Gilbert Kazitsa.

Il se dit confiant que la population burundaise va développer cette technologie même dans les régions naturellement froides car le système de vermicompostage produit de la chaleur comme un effet de l'activité microbienne.

## Le fumier organique de vermicompostage, multi avantages

Selon l'enseignant-chercheur à l'ENS Kazitsa, les avantages du fumier organique de vermicompostage sont multiples. Son processus de production est rapide. « En trois mois, vous pouvez avoir du vermicompost tiré de plusieurs déchets et résidus organiques qui ne nécessitent pas de travail supplémentaire pour tourner ou aérer la masse des déchets organiques en décomposition contrairement au compostage traditionnel ». Il clarifie que les vers de terre se chargent de tourner et aérer les déchets en décomposition

Pour ce qui est de la composition physicochimique, il informe que le vermicompost contient des nutriments essentiels pour les plantes et directement assimilables par les plantes, notamment le phosphore, l'azote, le potassium et en grande concentration aussi. Il contient également du carbone, des hormones de croissance pour les plantes et des microorganismes utiles aux plantes. « L'autre avantage est qu'il est propre et écologique et ne génère aucun déchet à la fin. Il n'y a pas de bactéries, de champignons nuisibles ou de germes pathogènes. Par contre, il contient des microorganismes qui vont aider la plante à se protéger des germes pathogènes ».

Le vermicompost peut générer des revenus monétaires. « Vous pouvez noter une usine de production du vermicompost et gagner beaucoup d'argent alors qu'on ne peut pas le faire avec le compostage traditionnel ». Pour Kazitsa, avoir une industrie de compostage traditionnelle est difficile et coûteux. Vous devez avoir de l'électricité, tourner, aérer et personne ne peut résister aux odeurs qui s'en dégagent. Cela au moment où le vermicompostage ne dégage aucune odeur parce qu'il est écologique.



Dr Ir Valence Ndayisenga, directeur de la recherche à l'Université de Ngozi : « Nous avons voulu mené des recherches sur des espèces indigènes de vers de terre du Burundi. A la fin, on aura à produire des fiches de la technologie de vermicompostage pour la vulgarisation ».

# 150 millions USD pour combattre la pauvreté sur tout le territoire national

Le projet Merankabandi II est à l'œuvre depuis le 22 avril 2022 dans l'objectif de combattre la pauvreté. Il va désormais couvrir tout le territoire national et est financé à hauteur de 150 millions USD par la Banque Mondiale. Les bénéficiaires sont estimés à 145 000 ménages. Il va clôturer ses activités au mois de décembre 2026



Véronique Kabongo, Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi : « Je vois que les bénéficiaires, y compris la communauté des Batwa sortent réellement de la pauvreté ».

Le projet Merankabandi II a commencé ses activités, annonce Michel Nyabenda, coordonnateur de ce projet vendredi le 3 juin 2022 dans une conférence de presse au chef-lieu de la province de Ngozi. Sa date d'entrée en vigueur est fixée au 22 avril 2022. Jusqu'à présent, le projet est en train de confectionner les manuels d'opération. Et d'ajouter la mise en place des ressources financières et humaines. Le démarrage des opérations sur terrain est prévu au mois de juillet 2022.

Par rapport au projet pilote, Nyabenda laisse entendre qu'il y aura quelques particularités dans le projet Merankabandi II. A titre illustratif, le projet Merankabandi II va maintenant couvrir tout le territoire national et est financé à hauteur de 150 millions USD par la Banque Mondiale. Les bénéficiaires sont estimés à 145 mille ménages dont 100 000 ménages extrêmement pauvres dans les 18 provinces que compte le pays, 20 000 ménages de réfugiés et des communautés d'accueil ainsi que 25 000 ménages touchés par le Covid-19 dans 6 centres urbains qui sont entre autres Bujumbura, Gitega, Ngozi, Rumonge, Kayanza et Gatumba.

Maintenant, le ménage ciblé aura 36 000 Fbu pendant une période n'excédant pas 24 mois. Etant donné que l'objectif du projet Merankabandi II est de mettre à l'échelle le programme des filets sociaux et de promouvoir l'inclusion productive et l'accès à l'emploi, Nyabenda fait savoir qu'il y aura aussi des activités complémentaires, car on a constaté que la combinaison des transferts monétaires et des mesures d'accompagnement a porté beaucoup de fruits. Selon Nyabenda, c'est pour cela que l'accompagnement des activités complémentaires sera maintenu même dans le projet Merankabandi II.

## Merankabandi II : L'inclusion productive et l'accès à l'emploi à l'honneur

Selon toujours Nyabenda, l'inclusion productive est sur le plateau même si elle était encouragée dans la phase I du projet Merankabandi. Et d'ajouter l'accès à l'emploi. Pour gagner le pari, il renchérit que le projet va aider les bénéficiaires à diversifier les actifs économiques et à accéder au marché d'écoulement. De plus, on va leur faciliter l'accès aux intrants agricoles. Il y aura aussi des coachs qui vont les encadrer de façon permanente et cela dans l'objectif de leur permettre d'augmenter la production. Des sessions de coaching pour identifier et résoudre les contraintes financières seront organisées à l'endroit des bénéficiaires. On va aussi les former pour leur permettre de contourner les barrières psychosociales. Et de les doter des principes de base sur la comptabilité et la gestion ainsi que sur les études de marchés. Enfin, on va leur offrir un capital de démarrage des activités économiques. Et de surcroît, Nyabenda fait remarquer qu'on va mettre les bénéficiaires

aires dans des groupements de solidarité communautaire qui évoluent vers les coopératives.

## Merankabandi I : Des résultats satisfaisants ont été enregistrés

Nyabenda promet que le projet Merankabandi II va permettre aux bénéficiaires de combattre la pauvreté comme il a été le cas lors de la mise en œuvre du projet Merankabandi I qui était financé par la Banque Mondiale à hauteur de 40 millions USD. Selon Nyabenda, des résultats satisfaisants ont été enregistrés dans les provinces couvertes qui sont Kirundo, Ruyigi, Karusi et Gitega comme pas mal d'études l'ont prouvé. Les bénéficiaires ont amélioré leurs conditions de vie. Ils portent de beaux vêtements. Les conditions hygiéniques se sont améliorées dans leurs familles. Les enfants vont à l'école. Les ménages disposent de cartes d'assurance-maladie (CAM) qui leur permettent de se faire soigner. L'économie des ménages s'est améliorée, car ils pratiquent l'élevage du petit et du gros bétail. Et d'ajouter que les bénéficiaires du projet Merankabandi ont adhéré aux groupements d'épargne et de crédit. Au total, 50 090 ménages extrêmement pauvres ont bénéficié des acquis de ce projet.

## 56 090 ménages ont bénéficié des acquis du projet Merankabandi I

Provinces	Nombre de ménages
Ruyigi	13 515
Karusi	14 458
Gitega	13 786
Kirundo	14 331
<b>Total</b>	<b>56 090</b>



Michel Nyabenda, coordonnateur du projet Merankabandi : « Le projet Merankabandi II va permettre aux bénéficiaires de combattre la pauvreté comme il a été le cas lors de la mise en œuvre du projet Merankabandi I ».

Et Nyabenda de confier qu'un montant estimé à plus de 33 milliards de Fbu a été transféré dans les communautés pour leur permettre de combattre la pauvreté.

Du mois de février 2020 à juin 2022, un montant de 3 735 000 000 Fbu a été accordé à 6000 autres ménages de ces quatre provinces.

Et de se réjouir du fait qu'ils ont vraiment amélioré leur niveau de vie. Michel Nyabenda, coordonnateur du projet Merankabandi au niveau

national se réjouit des réalisations de ce projet. Selon lui, l'impact est visible dans les communautés bénéficiaires. Ils ont changé de comportement et ils ont investi dans différents domaines. Ils ont initié des activités génératrices de revenus. Les conditions sanitaires et hygiéniques des ménages se sont améliorées. Ils ont aussi investi dans la nutrition et la scolarisation des enfants. Selon Nyabenda, cela constitue un succès. Et de préciser qu'il est confiant que les bénéficiaires vont pérenniser les acquis de ce projet, car ils ont réellement changé de comportement. Ils ont appris comment initier une activité génératrice de revenus et comment épargner pour pouvoir contracter de petits crédits. Ils font le petit commerce et pratiquent l'agriculture et l'élevage. Ils ont une influence dans la communauté alors qu'auparavant ils étaient souvent ignorés suite à la pauvreté criante qui les guettait.

Selon toujours Nyabenda, même d'autres hauts cadres des différentes institutions témoignent de la valeur ajoutée du projet Merankabandi I. C'est par exemple Véronique

Kabongo, Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burundi qui se réjouit des résultats du projet Merankabandi I. «Je vois que les bénéficiaires, y compris la communauté des Batwa sortent réellement de la pauvreté», martèle-t-elle ces derniers jours dans une visite aux bénéficiaires de Merankabandi dans la province Gitega. Et de confier que les femmes deviennent plus autonomes. Elles envoient leurs enfants à l'école. Elles se font soigner et achètent des vêtements aussi bien pour elles que pour leurs enfants. Elles se construisent de belles maisons, achètent des porcs et les revendent pour investir dans d'autres activités génératrices de revenus. Et, dans ce sens, Kabongo fait savoir qu'elles deviennent des entrepreneures et que c'est une réussite pour le pays en général et la Banque Mondiale en particulier, car la mission principale de ce projet est de retirer les communautés vulnérables de la pauvreté.

Notons que le projet Merankabandi II sera clôturé au mois de décembre 2026

## Plus de 33 milliards de Fbu injectés dans les communautés

Provinces	Date des transferts monétaires	Fin des transferts monétaires	Montants en Fbu
Ruyigi	Avril et Juin 2018	Août et octobre 2020	7 335 665 700
Karusi	Octobre 2018	Février 2021	8 029 691 900
Gitega	Décembre 2018	Avril 2021	7 584 912 400
Kirundo	Décembre 2018	Avril 2021	7 947 458 000
<b>Total</b>			<b>30 897 708 000</b>

# Une semaine de l'industrialisation pour promouvoir ce secteur

Sous le thème « La promotion de l'industrie au Burundi durant la période de la 3<sup>ème</sup> décennie du développement industriel de l'Afrique et sa compétitivité dans la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) », l'Association des Industriels du Burundi (AIB) organise du 20 au 26 juin 2022 à Bujumbura, la Semaine de l'Industrialisation du Burundi. Cette dernière va regrouper le Salon Industriel, la Foire Made in Burundi et le Forum National du secteur privé et de l'industrie



Marie Chantal Nijimbere, la ministre en charge de l'industrie : « Le développement du secteur industriel nécessite la conjugaison des efforts de toutes les parties prenantes. Le rôle de tout un chacun est primordial. »

En collaboration avec le ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, l'Association des Industriels du Burundi (AIB) organise la Semaine de l'Industrialisation du Burundi. Cette dernière est organisée sous le thème : « La promotion de l'industrie au Burundi durant la période de la 3<sup>ème</sup> décennie du développement industriel de l'Afrique et sa compétitivité dans la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ».

Comme le précise Hon. Olivier Suguru, président de l'AIB, depuis 2018, ces événements ont réussi à rassembler tous les professionnels de l'industrie burundaise avec ceux de la sous-région et du reste du monde afin d'échanger leurs expériences, d'explorer les opportunités d'investissements, de conclure des partenariats et de s'informer mutuellement les tendances de ce secteur.

## Toute une semaine avec un menu riche

Contrairement aux éditions antérieures qui ne duraient que 3 jours, celle-ci va durer toute une semaine (du 20 au 26 juin 2022) à Bujumbura. « Comme la plupart des participants aux éditions antérieures n'ont cessé de demander d'augmenter le nombre de jours, nous pensons que cette fois-ci ils seront satisfaits en plus de la présence parmi eux des exposants de plusieurs catégories », a précisé Hon. Olivier Suguru, président de l'AIB lors d'une conférence de presse animée conjointement avec Marie Chantal Nijimbere, la ministre en charge de l'industrie.

Cette semaine de l'industrialisation va regrouper le Salon Industriel, la Foire Made in Burundi et le Forum National du secteur privé et de l'industrie. Selon Hon. Suguru, cette semaine sera une occasion pour les industriels et à tous les autres exposants, de présenter leurs produits à un public élargi d'une part, de profiter de cette occasion pour nouer des relations d'affaires avec les dif-

férents opérateurs économiques et essayer d'apporter des solutions aux préoccupations des industries locales qui seront soulevées lors des séances de conférences-débats sur des thématiques essentiellement orientées vers l'industrialisation du Burundi et sa compétitivité dans la ZLECAF.

## Malgré les avancées, les défis persistent

Selon Hon. Suguru, le secteur industriel est d'une grande importance

économique de par sa contribution substantielle dans la production intérieure, la création de l'emploi, l'accroissement des revenus des ménages et la réduction de la pauvreté. Nonobstant, plusieurs défis hantent encore ce secteur au Burundi. Les conclusions du rapport sur la compétitivité industrielle au Burundi montrent que le développement durable du secteur manufacturier du Burundi dépend de la diversification des marchés d'écoulement des produits manufacturés. Avec l'entrée du Burundi dans la ZLECAF, la ministre en charge de l'industrie indique que le gouvernement se prépare pour que le pays ne soit pas seulement un marché d'écoulement, mais que les entreprises burundaises puissent exporter leurs produits. Ce secteur souffre également du manque des devises, et de l'insuffisance des infrastructures de base comme l'électricité et l'eau, etc.

Malgré tous ces défis, le secteur industriel burundais a fait un pas remarquable. Comme le précise Mme Nijimbere, le gouvernement a déjà réalisé pas mal d'activités pour faciliter ce secteur ce secteur, notamment l'amélioration du climat des affaires, le renforcement des capacités des agences de contrôle de la qualité, le renforcement du cadre légal et réglementaire, etc.

« Le développement du secteur industriel nécessite la conjugaison des efforts de toutes les parties prenantes. Le rôle de tout un chacun est primordial », a indiqué la ministre en charge de l'industrie.

Florence Inyabuntu

## ACTUALITE REGIONALE

### Ouganda

## Le Budget de l'Etat augmente de 7,6%

Le ministre ougandais des Finances, Matia Kasaija, vient de présenter le budget de l'Etat pour l'exercice 2022-2023 qui s'annonce. Il s'élève à 48 100 milliards de shillings ougandais, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à l'exercice précédent

Le prochain exercice budgétaire se concentre sur la croissance économique par le truchement de l'agro-business ou l'agriculture de marché, la fabrication et l'expansion du secteur numérique. Le budget adopté affiche un déficit de 17 000 milliards de shillings qui sera remboursé par des prêts et des subventions des organisations caritatives.

### Quid des secteurs prioritaires ?

Le secteur de la construction et des transports a reçu une allocation majeure dans ce budget avec un budget de 4,3 mille milliards de shillings. En deuxième position vient le secteur de l'éducation avec une enveloppe de 4,14 mille milliards de shillings. Les secteurs de la sécurité et de la santé ont reçu respectivement 3,9 et 3,7 mille milliards de shillings.

Le secteur de l'énergie durable a reçu une allocation de 1,57 mille milliards de shillings et l'agriculture industrielle 1,44 mille milliards de shillings.

Le montant pour la mise en œuvre du plan de développement s'élève à 1,19 mille milliards de shillings. Le



Matia Kasaija, ministre des Finances ougandais : « Pour protéger les ménages de la hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et d'autres produits de base, les politiques économiques prudentes restent de mise ».

parlement va utiliser un budget de 915 milliards de shillings. Le gouvernement ougandais consacre un budget de 628 milliards de shillings pour faire face aux effets du changement climatique à travers la protection de l'environnement et les ressources naturelles.

### Un budget pour stimuler la relance économique

Matia Kasaija a déclaré au Parlement à Kampala ce mardi 14 juin 2022 que le budget principal du gouvernement pour 2022-2023 vise

à relancer l'économie nationale qui se remet des effets de la pandémie de Covid-19.

Afin de réaliser la transformation sociale et économique de l'Ouganda, le gouvernement s'est engagé à introduire un processus de réhabilitation des ménages qui participent encore à la subsistance dans l'économie financière en soutenant le commerce et l'économie dans son ensemble pour se remettre des effets dévastateurs du Covid-19. En plus, il va restaurer les emplois et les moyens de subsistance perdus. « Pour protéger les ménages de la hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant et d'autres produits de base, les politiques économiques prudentes restent de mise », a déclaré M. Kasaija.

Kasaija a ajouté que l'Ouganda prévoyait de percevoir des revenus de 22,4 mille milliards de shillings pour l'exercice 2021-2022, mais il s'attend maintenant à enregistrer un manque à gagner de 939 milliards de shillings.

### La taxe sur l'Internet mobile a été maintenue

Il a dit que pour ne pas provoquer une augmentation des prix des produits de première nécessité, le gouvernement avait décidé de maintenir les impôts. Ainsi, il garde les taux d'imposition adoptés au cours de l'exercice 2021-2022. Ceux-ci comprennent les tarifs sur les bouquets internet sauf à des fins de santé et d'éducation. Le gouvernement ougandais exige 30% des recettes issues de la location des maisons comme impôt locatif.

Chaque kilogramme de tabac exporté d'Ouganda est taxé 0,8 USD. Il en est de même pour l'exportation des minerais. Les exportateurs paient une taxe à l'exportation de 200 USD/kg pour les minerais raffinés et 1% de la valeur des autres minerais exportés à l'état brut.

### Acquérir un véhicule devient un luxe

Les futurs propriétaires de voitures continueront à s'acquitter des droits d'importation de 15% de leur valeur, une TVA de 18%, des droits d'accise de 10%, des tarifs environnementaux entre 35 et 50%, selon l'âge du véhicule et des prélèvements forfaitaires de 1,5%.

Les coûts d'exploitation des voitures sont toujours ciblés. La taxe sur le carburant est maintenue à 1 450 shillings par litre. Cependant, le gouvernement a réduit le tarif sur les bières fabriquées à partir des matières premières disponibles localement à 12% ou 150 Shillings par litre. Cela vise à promouvoir la valeur ajoutée et l'utilisation des matières premières disponibles localement.

Cela survient à un moment où la dette publique ougandaise atteignait 73 500 milliards de shillings fin décembre 2021, soit 49,7% du PIB. Le président Yoweri Museveni a déclaré lors de la lecture du budget que son intention était de voir les Ougandais disposer de suffisamment de nourriture pour la consommation domestique et la vente.

Isaac Khisa



## Kenya vs Ouganda

## L'imposition des œufs ravive les tensions commerciales

Le Kenya vient de rétablir la taxe sur importation des œufs en provenance de l'Ouganda. Désormais, chaque plateau d'œufs sera frappé d'une taxe à l'importation de 0,61 USD. Il s'agit d'un nouvel épisode dans une série de guerres commerciales récurrentes entre les deux voisins



L'application des droits de douane sur les œufs ougandais est une mauvaise politique qui viole les principes de l'EAC.

L'Ouganda affirme que le gouvernement kenyan facture désormais ses œufs à un taux de 72 KSh (0,61 USD) par plateau. Ce qui rétablit les tarifs que les deux pays avaient suspendu en décembre de l'année dernière à la suite de pourparlers bilatéraux.

Des hommes d'affaires ougandais se sont opposés à cette décision. Ils affirment que cela freinerait le commerce entre les deux pays.

## Une violation flagrante des principes

« L'application des droits de douane sur les œufs ougandais est une mauvaise politique et viole la politique de libre circulation des biens et des services au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est à partir des États membres », a déclaré Godfrey Oundo Ogwabe, président de la commission nationale ougandaise du commerce frontalier.

De sa part, le secrétaire général de l'élevage, Harry Kimtai estime que le paiement des droits de douane sur les œufs ougandais pourrait être un prélèvement standard imposé sur les importations. Il a dit qu'il n'avait pas d'informations spécifiques mais qu'il pourrait s'agir d'un prélèvement commun que la Kenya Revenue Authority impose sur les importations.

## Rien que du protectionnisme

Pour Dominic Mukariria, spécialiste des relations internationales, cette décision va impacter le commerce transfrontalier. Il explique que l'Ouganda risque d'appliquer les mêmes mesures pour les produits kenyans. « En ce qui concerne l'impact sur le commerce bilatéral, le principe d'égalité s'appliquera

puisque l'Ouganda ripostera et augmentera les tarifs sur les exportations du Kenya. L'Ouganda est devenu un important importateur de produits kenyans ».

En outre, M. Dominic a déclaré que l'instauration d'une taxe à l'importation visait à protéger les industries locales contre les importations bon marché. La protection est inefficace dans le sens où le gouvernement impose des tarifs

pour protéger les industries locales au détriment des consommateurs. Cependant, la taxation des œufs importés plombe le business. Les usines implantées à l'Ouest du Kenya dépendent des œufs bon marché importés. Ils seront obligés à s'approvisionner sur le marché local. Ce qui va augmenter les coûts de production.

## Qu'est-ce que cela implique pour la Communauté de l'Afrique de l'Est ?

L'Ouganda et le Kenya font partie intégrante du même bloc régional. Les produits fabriqués au sein de la CAE sont éligibles aux droits de douane. La politique du Kenya viole sciemment le principe de l'EAC qui prône la libre circulation des biens et des personnes entre les États membres.

L'Ouganda s'associera à la Tanzanie pour accroître son commerce et utiliser les ports et les chemins de fer tanzaniens comme moyen de transport de ses marchandises pour l'importation et l'exportation des marchandises au lieu du port kenyan de Mombassa. Ce qui va impacter la collecte des recettes du Kenya, conclut M. Dominic Mukariria, spécialiste des relations internationales.

Edgar Wabwire

## COMMERCE

## Denrées alimentaires : un léger mieux sur le marché

En ce début du grand été, la loi de l'offre et de la demande marque de son sceau le marché burundais des denrées alimentaires. Les prix des denrées alimentaires produits localement chutent. Au contraire, ceux des denrées alimentaires importées restent en hausse

La population de Bujumbura a encore droit à une baisse du tarif pour certains produits alimentaires sur le marché. Le mois de juin est une période de récolte pour les Burundais. Les prix des produits alimentaires chers des Burundais, notamment les haricots, le riz, les pommes de terre, les bananes, les patates douces... sont disponibles en grandes quantités. Ainsi, la loi de l'offre et de la demande penche un peu en faveur des clients.

Cependant, les prix de certains produits repartent à la hausse par rapport aux deux mois écoulés. C'est surtout le cas du riz tanzanien, de l'huile de palme... Selon les explications données par les dealers de ce genre de produit, certains facteurs expliquent l'instabilité de leurs prix. Nous nous sommes entretenus avec les vendeurs des denrées alimentaires opérant dans les marchés de «COTEBU » et « Bujumbura City Market.

## Plusieurs facteurs influent sur la hausse et la chute des prix

La courbe des prix des denrées alimentaire évoluent en dents de scie. L'analyse de l'évolution des prix montre que les prix de la majorité des produits alimentaires ont chuté pendant les deux mois derniers. D'autres sont en hausse. Cela dépend de plusieurs facteurs. Selon les vendeurs de pommes de terre,

## Comparaison des prix de certains produits alimentaires du mois d'avril 2022 et ceux du mois de février 2022

Produits alimentaires	Prix en FBu/ kg (avril 2022)	Prix en FBu/ kg (juin 2022)
Haricot (jaune)	3500	2 400
Haricot (Kinure)	2 800	1 500
Petits pois	3 500	3 000
Pomme de terre (kijumbu)	1 200	1 000
Pomme de terre (Blanc)	1 400	1 300
Riz tanzanien	3 500	3 300
Riz zambien	2 800	2 700
Tomates	1 800	1 600
Viande	12 000	14 000
Haricot (muhero)	2 800	2 000
Huile de palme	5 000	7 000
Arachides	4 300	4 400
Patates douces	700	500
Carottes	800	1 000
Ndagala	48 000	50 000



Les prix de certaines denrées alimentaires en baisse malgré la volatilité des prix.

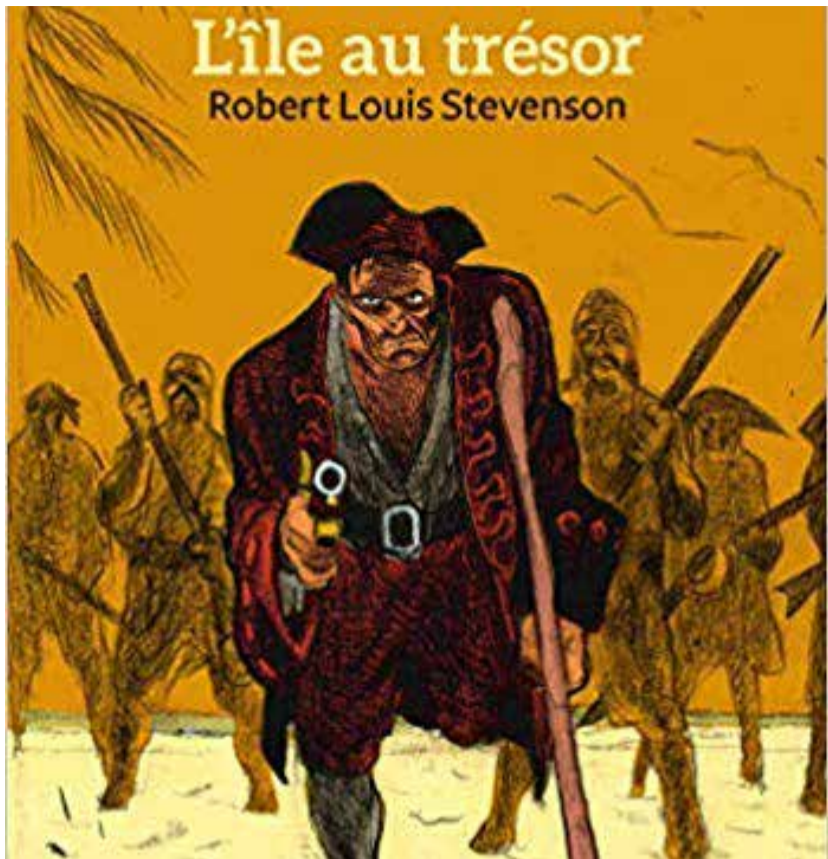
les prix de cette denrée consommée dans la plupart des ménages est resté inchangé. « Tu peux retourner ici demain et trouver que les prix d'un kg de pommes de terre a varié.

« Cela dépend surtout de l'ampleur de la récolte », explique Jean Nduwayo, un négociant opérant dans le commerce des pommes de terre. Il affirme également que la pénurie du carburant torpille énormément les prix sur le marché. Du reste, ce féru du commerce des denrées alimentaires indique que les prix chutent en général pendant la saison des récoltes. Ce qui justifie la baisse des prix observée aujourd'hui pour plu-

sieurs denrées produites au Burundi. « Les prix seraient d'ailleurs plus bas si les routes étaient praticables », ajoute-t-il.

Selon une jeune femme possédant un stand au marché « Cotebu », le riz tanzanien est devenu trop cher. « Si au moins l'Etat pouvait trouver des stratégies pour maîtriser le prix du riz ! », se lamente-t-elle. Pour elle, les produits qu'on doit importer arrivent sur le marché trop cher et il devient très difficile d'écouler ses marchandises.

Jonathan Ndikumana



## « L'île au trésor »

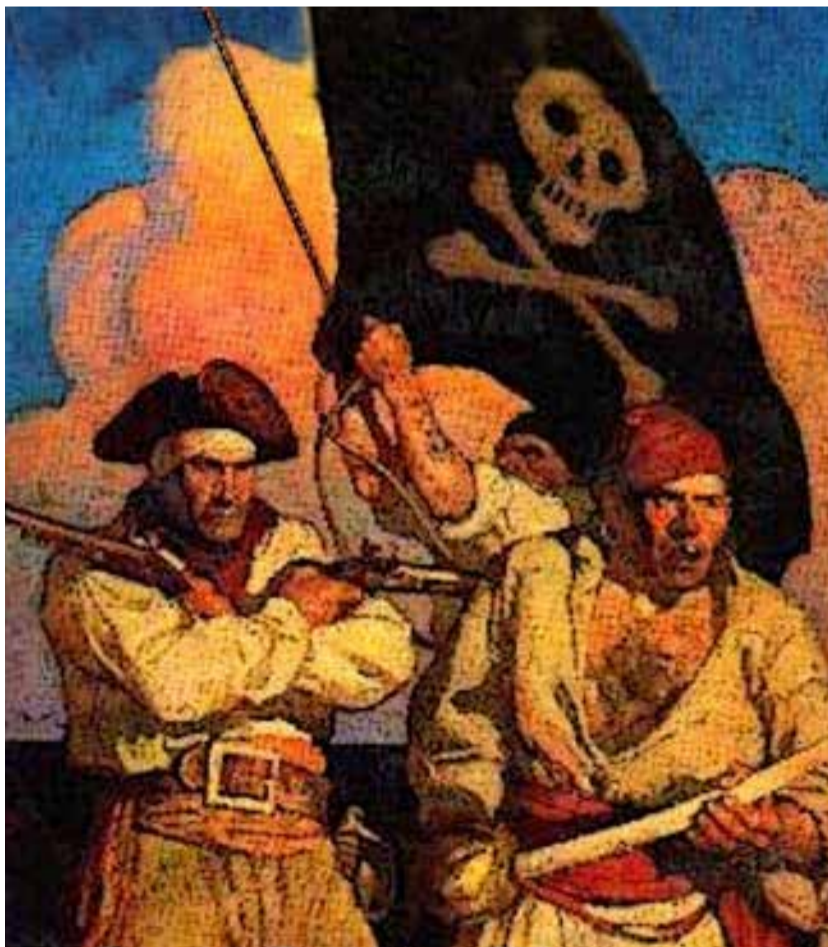
(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

### La marque noire

Vers midi, je remontai chez le Capitaine avec des boissons rafraîchissantes et les médicaments prescrits par le docteur. Le malade était couché à peu près comme nous l'avions laissé, un peu plus haut peut-être sur son oreiller, et il semblait à la fois affaibli et excité.

« Jim, me dit-il, tu es le seul ici qui vaille quelque chose et j'ai toujours été bon pour toi, tu le sais... Chaque

« Les médecins sont de vieux fauberts, criait-il. Et celui-ci, est-ce qu'il peut rien comprendre aux gens de mer ? je te le demande... Moi qui te parle, je me suis vu dans des endroits où il faisait plus chaud qu'au fond d'un four, où tout le monde crevait de la fièvre jaune, où la terre elle-même se soulevait en forme de vagues par l'effet des tremblements de terre ; est-ce que ton docteur a jamais rien vu de pareil ? Et je me tirais d'affaire grâce au rhum, au rhum tout seul. Le rhum était mon pain, mon vin, mon pays, mon ami, mon tout. Et maintenant que



mois, je t'ai donné une belle pièce de quatre pence... Maintenant que me voilà au bassin du carénage, abandonné de tout le monde, tu ne me refuseras pas un verre de rhum, n'est-ce pas, camarade ?

– Vous savez bien que le docteur... » commençai-je...

Mais il me coupa la parole en envoyant le docteur à tous les diables, avec ce qui lui restait de voix dans la gorge.

me voilà sur le flanc, comme une pauvre vieille carcasse de navire, on voudrait me priver de rhum... ! Si tu prêtais la main à une chose pareille, Jim, ce serait m'assassiner, ni plus ni moins. Mon sang retomberait sur ta tête, tu peux en être certain, et sur celle de ce veau marin de docteur... » Ici, tout un chapelet de jurons assortis.

Puis, sur un ton dolent :

« Vois, mon petit Jim, comme mes

doigts tremblent. Je ne puis même pas les tenir en place... non, je ne puis pas... Dire que je n'ai pas encore eu une goutte, de toute la journée !... Ce docteur est un idiot, crois-moi. Si tu ne me donnes pas un coup de rhum, je deviendrai fou, voilà tout. Je sens déjà que ça commence. J'ai des hallucinations. J'ai vu le vieux Flint, dans ce coin, derrière toi... Je l'ai vu comme je te vois... Si cela me prend, dame, je ne réponds plus de rien. – On fera de moi un vrai Caïn, là... D'ailleurs, votre satané docteur a dit lui-même qu'un verre ne me ferait pas de mal... Je te donnerai une guinée d'or pour ce verre, Jim... »

Il se montait de plus en plus, et cela m'effrayait pour mon père, qui était bien bas ce jour-là et avait besoin de repos. D'autre part, le docteur avait bien dit qu'un seul verre de rhum ne ferait pas de mal au Capitaine. J'étais seulement offensé qu'il essayât de me corrompre à prix d'or.

« Je ne vous demande pas votre argent, lui dis-

je, hors celui que vous devez à mon père. Quant à du rhum, je vous en donnerai un verre, mais pas plus, entendez-le bien... »

Quant je l'apportai, il le saisit avidement et le vida d'un trait.

« Ah !... fit-il, cela va déjà mieux, je t'assure.

Et maintenant, camarade, dis-moi un peu combien de temps le docteur prétend que je reste couché sur ce vieux cadre ?... »

– Une semaine au moins, lui dis-je.

– Tonnerre !... une semaine !... c'est impossible ! cria-t-il. D'ici là ils

m'auront envoyé la marque noire... Les voilà déjà qui rôdent autour de moi, les marsouins ! Tas d'imbéciles, qui n'ont pas su garder ce qu'ils avaient ! Il leur faudrait la part des autres, maintenant. Est-ce ainsi que se comportent de vrais lurons ? je le demande. Que ne gardaient-ils leur argent, au lieu de le jeter par les fenêtres ?... Mais je leur jouerai un tour de ma façon, ils peuvent y compter. Croient-ils me faire peur ? J'en ai dépisté de plus malins... »

Tout en parlant, il s'était soulevé sur son lit, et prenant mon épaule pour point d'appui, avec une force qui me fit presque crier de douleur, il essaya de faire quelques pas dans la chambre. Mais ses jambes semblaient être de plomb, et sa voix de plus en plus faible était peu en harmonie avec le sens menaçant de ses paroles. Il s'arrêta et s'assit au bord du lit.

« Ce docteur m'a tué, dit-il. Voilà que j'ai des bourdonnements dans la tête. Aide-moi à me recoucher... »

Avant que j'eusse eu le temps de faire ce qu'il désirait, il était retombé sur son oreiller. Assez longtemps il resta silencieux.

« Jim, reprit-il enfin, tu as bien vu ce marin, aujourd'hui ? »

– Chien-Noir ?

– Chien-Noir... C'est un mauvais gredin, voistu ; mais ceux qui l'envoient valent encore moins que lui... Écoute-moi un peu, mon petit Jim. Si, pour une raison ou une autre, il m'est impossible de partir, s'ils me prennent au gîte et me remettent la marque noire, rappelle-toi que c'est à mon vieux coffre qu'ils en veulent.

Eh bien, alors, ne perds pas une minute. Enfourche un cheval – tu sais te tenir à cheval, n'est-ce pas ? – enfourche le premier cheval venu et va-t'en à bride abattue chez... oui ! chez lui !... chez ce maudit docteur !... Tu lui diras de rassembler le plus de monde qu'il pourra, – les magistrats, la police, tout le tremblement, s'il veut pincer ici, à bord de l'Amiral-Benbow, la bande entière du vieux Flint, ce qui en reste, au moins, mousses et matelots !... Tel que tu me vois, petit, j'étais son second, au vieux Flint, – et seul je connais la cachette... Il m'en a confié le secret à Savannah, à son lit de mort, – comme qui dirait dans l'état où je suis maintenant, comprends-tu ?... Mais pas un mot de tout ceci, à moins qu'ils ne m'envoient la marque noire, ou que tu ne voies rôder par ici soit Chien-Noir, soit le marin à la jambe de bois, lui surtout, Jim !...

– Mais que voulez-vous dire par la marque noire, Capitaine ? demandai-je.

– C'est une sommation de la bande, mon petit.

Je t'avertirai s'ils me l'envoient. Mais, en attendant, veille au grain, Jim, et je partagerai tout avec toi, sur mon honneur !... »

Il divagua encore quelques instants. Sa voix devenait de plus en plus faible. Je lui donnai sa potion, qu'il prit comme un enfant, en disant :

« Si jamais un marin a eu besoin de remèdes, c'est bien moi ! »

**La suite de "L'île au trésor"... à lire la semaine prochaine.**

Ces deux dessins semblent identiques. Pourtant, ils ne le sont pas. Trouve 7 différences entre les deux images.



Sélection de programmes de télévision

lundi 20 juin 2022 à 21h00



**Mag: L'histoire française des Rolling Stones**

Genre : Culturel  
Durée : 90 mn  
Réalisateur : Raphaëlle Baillo  
Nationalité : France

A l'occasion du 60e anniversaire des Rolling Stones, «Le doc Stupéfiant» propose un documentaire sur ce groupe légendaire, incarnation du «sexe, drogue et rock'n'roll». Du concert chaotique de la salle Vallier, à Marseille, en 1966, à l'enregistrement d'«Exile on Main Street»....

mardi 21 juin 2022 à 20h45



**Doc: Le monde sans soleil**

Genre : Documentaire  
Durée : 95 mn  
Réalisateur : Jacques-Yves Cousteau  
Nationalité : France  
Année : 1964

Lorsque le commandant Cousteau et son équipe tournent «Le Monde sans soleil», ils font découvrir au public émerveillé non seulement les magnifiques paysages sous-marins de la mer Rouge, mais aussi leurs nouveaux outils de plongée : scaphandres et soucoupes plongeantes...

mercredi 22 juin 2022 à 20h55



**Film: Deux**

Genre : Comédie dramatique  
Durée : 90 mn  
Réalisateur : Filippo Meneghetti  
Nationalité : France  
Année : 2019

Alors qu'elle vit en couple avec Nina depuis de longues années, Madeleine n'a toujours pas révélé son homosexualité à ses deux enfants, Anne et Frédéric, âgés d'une quarantaine d'années. Officiellement, Nina et elle sont seulement amies et voisines de palier. Les deux femmes ont pour projet...

jeudi 23 juin 2022 à 20h35



**Doc: Les dieux enchaînés**

Genre : Animalier  
Durée : 95 mn  
Réalisateur : Sangita Iyer  
Nationalité : Canada  
Année : 2016

Ce documentaire dénonce la triste situation des éléphants des temples au Kerala, en Inde, exploités à des fins lucratives. Ironiquement, c'est le Dieu à tête d'éléphant Ganesh qui est adoré dans l'hindouisme. À première vue, on pourrait croire que ces êtres ornés sont traités avec respect...

vendredi 24 juin 2022 à 20h50



**Film: Green Lantern**

Genre : Action  
Durée : 115 mn  
Réalisateur : Martin Campbell  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 2011

Dans un univers aussi vaste que mystérieux, une force puissante est en place depuis des siècles : des protecteurs de la paix et de la justice appelés Green Lantern Corps, une confrérie de guerriers qui ont juré de maintenir l'ordre intergalactique, et dont chaque membre porte un anneau...

samedi 25 juin 2022 à 20h55



**Film: Kickboxer**

Genre : Action  
Durée : 105 mn  
Réalisateur : Mark Disalle  
Nationalité : Etats-Unis  
Année : 1989

A Long Beach, en Californie, Eric Sloane remporte le championnat de boxe thaïlandaise. Provoqué par un journaliste, il se rend avec son jeune frère Kurt à Bangkok pour affronter le leader local de kickboxing, le terrible Tong Po. Le combat est peu orthodoxe et sans merci...

dimanche 26 juin 2022 à 20h50



**Film: The Unthinkable**

Genre : Science-fiction  
Durée : 125 mn  
Réalisateur : Victor Danell  
Nationalité : Suède  
Année : 2018

La Suède étant victime d'une attaque chimique de grande envergure, Alex part se réfugier dans le village de son enfance où il se retrouve confronté à des souvenirs douloureux, à Ana, son amour de jeunesse, et à son père, un ancien militaire paranoïaque...

Proverbes

« Dieu n'a fait qu'ébaucher l'homme, c'est sur terre que chacun se crée »

Sagesse africaine qui explique que chacun est responsable de ce qu'il est, de son destin et de ses actes.

« L'erreur n'annule pas la valeur de l'effort accompli »

Beau texte sur les erreurs et les échecs – l'essentiel est de participer et les efforts paient un jour.

« Le chien a beau avoir quatre pattes, il ne peut emprunter deux chemins à la fois »

Ne pas faire deux choses à la fois pour se centrer sur une seule afin de mieux la réaliser.

« Qui a planté un arbre n'a pas vécu inutilement »

Un beau proverbe africain écologique qui nous rappelle l'importance de protéger la nature et de la préserver en plantant un arbre par exemple.

« Le coassement des grenouilles n'empêche pas l'éléphant de boire »

Message sur les rumeurs et les critiques à envoyer à une personne afin de lui signifier que sa méchanceté et ses paroles méchantes ne nous empêchent pas d'avancer et d'être heureux ou heureuse dans la vie.

« Marche en avant de toi-même, comme le chameau qui guide la caravane »

Citation avec plusieurs explications et sens – Sois prévenant ou encore tu es le meilleur guide de ta vie et de ta destinée.

« On est plus le fils de son époque que le fils de son père »

Réflexion philosophique africaine qui nous enseigne que l'époque dans laquelle on vit a plus d'influence sur nous que les valeurs éducatives et familiales apportées par nos parents (père et mère ou ancêtres).

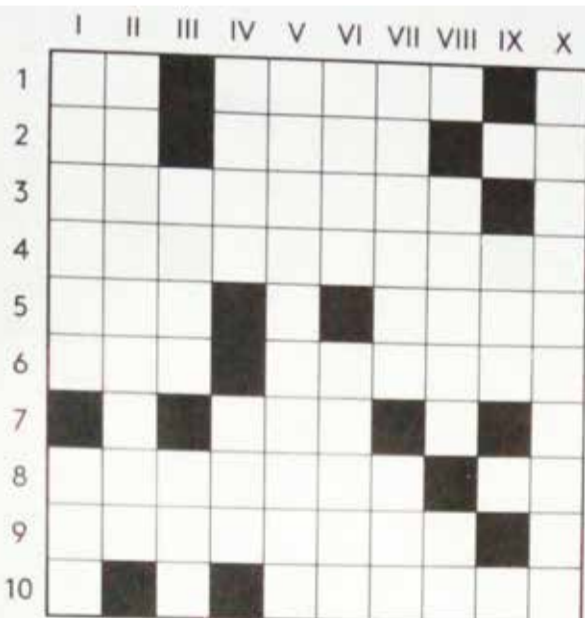
« Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village »

Jolis mots sur l'éducation collective et les valeurs éducatives collectives. L'apport de la famille et de la communauté sur l'éducation des enfants.

« Seul un sot mesure la profondeur de l'eau avec ses deux pieds »

Sagesse d'Afrique sur la subjectivité et l'égoïsme. Il ne faut pas voir le monde seulement à travers ses propres yeux.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Sort. Vitalité. – 2. Avant Jésus-Christ. Enlever. Cependant. – 3. Fredonnées. – 4. Logiques. – 5. Imagerie médicale. Animaleries. – 6. Réfute. Meurtrière. – 7. Règles. – 8. Indécent. Do. – 9. Noctuelle. – 10. Oiseau marin.

VERTICALEMENT

I. Sérum. Entourée d'eau. – II. Doctrine d'Achari. – III. Muni. Avancé. – IV. Subsistent. Camelote. – V. Garantiras. – VI. Venues. Énervant. – VII. Porte malheur. Assemble. – VIII. Capitale de Corée du Sud. Erbium. – IX. À nous. – X. Présagée.

Mots croisés : Solution du numéro précédent



## CREOP-Jeunes, une organisation phare pour les jeunes en quête de stages professionnels

Du fait que la plupart des jeunes qui terminent leurs études secondaires et universitaires ont du mal à trouver des stages professionnels qui leur permettent de décrocher facilement de l'emploi, l'ONG locale CREOP-Jeunes et l'ONG internationale SPARK sont à l'œuvre pour inverser la tendance. Elles les aident à trouver des stages professionnels pour booster leurs chances de s'épanouir dans le monde professionnel

En marge du lancement des activités du projet d'appui à la création des opportunités pour les jeunes, exercice 2022 dans la province de Cibitoke, l'ONG CREOP-JEUNES en collaboration avec Spark a organisé mardi le 31/5/2022 un événement dénommé "AKAZI KEZA pour une jeunesse plus professionnelle".

Selon la Directrice Exécutive de CREOP-Jeunes, 110 jeunes seront formés en compétences générales (éthique et déontologie professionnelle, compétences à la vie et apprentissage du milieu de stage, les techniques de recherche d'emploi, en leadership managérial et serviable). Parmi eux, 70 seront placés dans des entreprises pour un stage de premier emploi, dont au moins 30 emplois seront rémunérés. La raison principale de la mise en place de ce projet est de combattre le chômage qui guette actuellement les jeunes. Selon elle, c'est une réalité que les jeunes chômeurs constituent un fardeau qui pèse lourd



Lydie Ndayishimiye, Directrice Exécutive de CREOP-Jeunes : « 110 jeunes seront formés en compétences générales (éthique et déontologie professionnelle, compétences à la vie et apprentissage du milieu de stage, les techniques de recherche d'emploi, en leadership managérial et serviable) ».

sur le pays en général et les familles en particulier suite à la vie qui est devenue très chère d'une part et à l'augmentation du taux de chômage chez les jeunes diplômés tant du secondaire que de l'université de l'autre part qui s'accroît disproportionnellement par rapport au marché du travail. Cependant, elle précise que les opportunités d'emploi sont légion, mais qu'elles sont difficilement accessibles aux lauréats de la formation fondamentale et post fondamentale par le fait qu'ils ne sont pas dotés de compétences pratiques pour être compétitifs sur le marché du travail. Ce qui déboussole les entreprises et les organisa-

tions lors du recrutement du personnel.

### Motiver les entreprises privées, une nécessité

Ndayishimiye fait savoir que le gouvernement du Burundi déploie des efforts louables pour renforcer le cadre institutionnel chargé de la promotion de l'emploi. Néanmoins, elle suggère que l'urgence est de mettre en place des mesures incitatives pour les entreprises privées qui acceptent de participer au programme d'insertion professionnelle des jeunes pour favoriser une

intégration souple des demandeurs d'emploi dans les entreprises. Selon toujours elle, c'est pour cela que CREOP-Jeunes a procédé au lancement du projet d'appui à la création des opportunités pour les jeunes, exercice 2022 dans la province de Cibitoke. « Notre objectif est de plaider en faveur des jeunes l'engagement du secteur privé dans l'employabilité des jeunes en quête de l'emploi à travers les stages de formation-emploi », renchérit-elle. Et Ndayishimiye de remercier les entreprises basées à Cibitoke qui ont accepté de collaborer avec CREOP-Jeunes en offrant des stages professionnels aux jeunes.

Ils se sont engagés à contribuer à l'encadrement de la jeunesse de cette province à travers la lutte contre le chômage.

Les jeunes qui ont bénéficié des stages professionnels avec l'appui de Creop-Jeunes se réjouissent. L'exemple emblématique est le cas de Mlle Odile Ntakarutimana, native de la commune Ndava dans la province de Mwaro. Elle se réjouit du fait que c'est grâce à cette Ong qu'elle a décroché un stage professionnel à l'imprimerie Hope Design. Elle est détentrice d'un diplôme des humanités générales. Cependant, parce qu'elle n'a pas eu la chance d'embrasser les études universitaires, elle a été retenue par Creop-Jeunes pour faire un stage professionnel à cette imprimerie. Actuellement, elle est ravie du fait qu'elle connaît beaucoup de choses dans le domaine de l'imprimerie. Pour cela, elle demande à cette Ong de continuer à aider les jeunes qui ont terminé leurs études tant secondaires qu'universitaires pour leur permettre de bénéficier des stages en vue d'améliorer leurs connaissances et enfin pouvoir décrocher de l'emploi.

Notons que Jesper de Wit, directeur pays de Spark au Burundi laisse entendre que l'ambassade des Pays-Bas au Burundi appuie le programme « Akazi Keza » jusqu'en 2024. De plus, il a précisé que Spark travaille dans six provinces dont Cibitoke. Et son objectif est la création de l'emploi pour les jeunes burundais. Dans la province de Cibitoke, il a signalé que Spark appuie la communauté dans le traitement du miel et la transformation des jus.

## PUBLIREPORTAGE



### Brarudi S.A



## Une nouvelle étiquette Primus pour célébrer avec fierté 60 ans d'indépendance

A l'occasion de la célébration de la 60ème année de l'indépendance du Burundi, la marque Primus a lancé officiellement une nouvelle étiquette Primus (édition limitée) symbolisant la fierté de chaque province du pays. C'était vendredi le 10 juin 2022. Cependant, le degré d'alcool de la bière Primus et son prix sur tous les formats (72 cl et 50 cl) n'ont pas changé

Cette année, le Burundi commémore son 60ème anniversaire de l'indépendance. Conformément à l'importance et à la signification de cette journée pour toute la nation, la marque Primus voudrait bien se joindre à toute la communauté burundaise pour célébrer comme il faut l'indépendance de notre chère patrie. Cela tout en mettant en avant l'emblème de fierté de chaque province », a déclaré Chidumu Ayeni, Administrateur Directeur des Brasseries et Limonaderies du Burundi (Brarudi S.A) avant d'annoncer que l'objectif du projet est de mettre sur le marché une édition limitée (pour une période courte) d'étiquettes liées à la célébration de cette journée.

C'est pour cette raison, indique-t-elle, que tous les formats de la marque Primus porteront des figures emblématiques de chaque province qui peuvent être une culture, un site touristique, une danse traditionnelle, un animal...



Chidumu Ayeni, Administrateur Directeur des Brasseries et Limonaderies du Burundi (Brarudi S.A) : « La Brarudi met sur le marché une édition limitée (pour une période courte) d'étiquettes liées à la célébration de 60 ans d'indépendance du Burundi ».

La province de Bubanza sera représentée par la culture du riz, les provinces de Bujumbura (mairie et rural) par le lac Tanganyika, la province de Bururi par les pyramides de Rutovu, la province de Cankuzo par le parc national de la Ruvubu, la province de Cibitoke par la culture des tomates, la province de Gitega par le tambour, la province de Karusi par l'hôpital de référence « Natwe turashoboye », la province

de Kayanza par le thé de Rwegura, la province de Kirundo par les lacs aux oiseaux, la province de Makamba par la danse « Agasimbo », la province de Muramvya par la culture du blé, la province de Muyinga par le poste à arrêt unique de Kobero, la province de Mwaro par « Agasumoka Mwaro », la province de Ngozi par la culture du café, la province de Rumonge par la culture du palmier à huile, la province de Rutana par

la culture de la canne à sucre et la province de Ruyigi par le miel.

### La bière Primus constitue une part importante des ventes de la Brarudi S.A

Mme Chidumu Ayeni précise que bon nombre de toutes les générations confondues des Burundais apprécient la bière Primus.

Pour elle, la boisson Primus a marqué toutes les périodes historiques du Burundi. Elle fait partie de la vie burundaise et de toutes les célébrations grandes et petites et maintenant encore plus avec une nouvelle campagne Primus célébrant les 60 ans de l'indépendance avec tous les Burundais.

Et de renchérir : « La marque Primus est la marque doyenne de toutes les autres bières de la Brarudi. Sa longévité, sa notoriété, sa contribution dans les recettes du pays lui confèrent sa position de marque leader. Elle constitue une part importante des ventes de la Brarudi ».

Venant Manirambona, Gouverneur de Gitega, présent dans ces cérémonies, reconnaît la contribution de la Brarudi ne se limite pas seulement à la commémoration de 60 ans d'indépendance du Burundi. Elle intervient également dans le développement du pays. Cela à travers le paiement des impôts et des taxes, la réhabilitation des routes, le soutien aux équipes de football...

La distribution des bouteilles Primus portant ces étiquettes ne se limitera pas à la province souscrite sur l'étiquette. Toutes les étiquettes se retrouveront sur tout le territoire national.

Le délai de ce projet est de 2 mois. Cela à partir de ce mois de juin. Le degré d'alcool de cette bière ne sera pas changé ainsi que les prix recommandés sur le marché.